



CONTRIBUTION DE MOBIUS A LA CONSULTATION PUBLIQUE DE L'ARCEP PORTANT SUR L'OFFRE DE RACCORDEMENT DES REPARTITEURS EN LIAISON FIBRE OPTIQUE (LFO)

SAINT-DENIS DE LA REUNION, le 20 novembre 2006

Information couverte par le secret des affaires :

MOBIUS a régularisé la convention « Fibre LFO » que France Télécom lui a soumise à sa demande et s'apprête à lui transmettre ses premières demandes d'étude de faisabilité.

MOBIUS souhaite attirer l'attention de l'ARCEP sur la situation toute particulière des DOM et spécialement sur le paysage des télécoms à la Réunion, afin que l'Autorité tienne compte de ce contexte pour veiller à ce que l'offre LFO soit ajustée de sorte qu'elle soit mieux adaptée au contexte local et permette enfin le développement d'une concurrence équilibrée.

En premier lieu, il convient de rappeler qu'à ce jour, les offres LA-LPT HD et CE2O ne sont toujours pas disponibles à la Réunion, et jusqu'au mois de mars 2006, les opérateurs ne disposaient d'aucun moyen de collecter le trafic à haut débit.

L'offre fibre LFO est apparue au mois de mars 2006 mais comme il n'est pas possible de connaître les disponibilités de fibres optiques sur le réseau de l'opérateur historique à la Réunion, il nous est encore impossible de savoir si elle constitue une véritable solution de collecte.

Outre les difficultés d'accès au câble sous marin SAFE, c'est aussi pour cette raison que le marché local est très différent de celui de la métropole et c'est donc à tort, à tout le moins lorsqu'il s'agit de la Réunion, que l'autorité affirme qu'« En 2008, les principaux opérateurs alternatifs auront chacun un nombre de clients dégroupés du même ordre de grandeur que le nombre de clients activés par France Télécom en 2003. »

France Télécom – Orange – détient encore plus de 80% du marché du haut débit à la Réunion qui compte moins de 40.000 abonnés.

MOBIUS demande donc à l'Autorité de s'assurer que France Télécom proposera effectivement aux opérateurs alternatifs une offre à haut débit pour la collecte du trafic des NRA dégroupés à la Réunion, disponible rapidement pour ne pas aggraver encore l'écart concurrentiel qui continue de profiter à l'opérateur historique à la Réunion, et ce sans attendre l'arrivée du réseau régional Gazelle dont le délégataire n'est encore pas désigné.

En outre, MOBIUS pense que la mise à disposition de ressources passives de granularité plus fine, dénommées longueur d'ondes ou lambda pourrait présenter le double mérite, d'une part de régler les éventuels problèmes de congestions, et d'autre part de permettre aux opérateurs alternatifs d'atteindre des NRA éloignés dans des conditions économiquement supportables, ce que MOBIUS ne pense pas être le cas pour l'heure.

Ainsi, et à titre d'exemple, MOBIUS voudrait citer le cas de la Réunion qui compte environ 64 NRA dont seulement 6 ont une capacité supérieure à 7.000 lignes sans toutefois dépasser 24.000 lignes.

Un opérateur qui voudrait dégroupier à la Réunion en respectant une logique économique bien comprise devrait commencer par dégroupier les 6 plus importants NRA de l'île, qui sont :

- SAINT-DENIS ;
- SAINTE CLOTILDE ;
- LE PORT ;
- SAINT ANDRE ;
- SAINT PIERRE ;
- LE TAMPON ;

Les cœurs de plaques de la Réunion, le centre de collecte du trafic « SAFE », les PRO et les CA de la l'île se trouvant dans les villes de SAINT-DENIS, SAINTE CLOTILDE et du PORT, l'opérateur devra nécessairement y installer son cœur de réseau, ce qui est le cas des opérateurs existants.

Ainsi, pour collecter le trafic des villes de SAINT PIERRE, puis du TAMPON, qui est encore plus éloignée, l'opérateur devra supporter, si les ressources en FO le permettent, le coût d'une liaison LFO dont la longueur sera de 60 kilomètres dans le meilleurs des cas pour collecter le trafic des NRA de ces deux villes.

Ce coût mensuel, de plus de HT 12.000,00 €, rapporté à la capacité en nombre de lignes de ces NRA et des abonnés potentiels ADSL accessibles à un opérateur alternatif dans ces mêmes villes rend l'offre fibre LFO économiquement insupportable, à fortiori pendant une phase de montée en charge, alors même que les besoins en capacité de transport pour collecter le trafic de ces deux villes sont « modestes » et pourraient très bien être assurés au moyen d'une seule longueur d'onde dans un premier temps et peut être d'une seconde ensuite.